

# LA COP SERA AFRICAINE OU NE SERA PAS



Journal d'une COP - Episode 1

Entreprise  
Acteur géopolitique  
#7

**A**vec l'ouverture de la COP27 à Charm el-Cheikh, deux sujets se profilent qui seront centraux et ne manqueront pas de réactiver des débats d'actualité et d'apparentes contradictions sur les solutions de demain. Et d'interroger sur le partenariat public-privé actuellement en vigueur dans le domaine énergétique.

Le dossier « pertes & dommages » constitue l'élément clé de cette COP tant les pays en développement subissent de plein fouet les conséquences d'un changement climatique principalement dû aux pays industrialisés. L'initiative portée par la Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, sur les différents mécanismes financiers possibles pour rééquilibrer la situation constitue une base de réflexion large et stimulante, avec une attention particulière aux principes qui devront régir les financements de la Banque Mondiale et du FMI.

Le débat sur les « pertes & dommages » ne peut pas être dissocié d'un autre débat, celui du modèle de développement de demain et de sa capacité à produire des recettes pérennes dans le respect des « biens communs ». C'est le débat lancé dès le premier jour de la COP par Macky Sall, Président de la République du Sénégal :

*« Nous portons le coût du développement des projets verts en Afrique en recourant à la dette. Cela n'est pas acceptable. Alors que nous aurions pu aller vers les solutions comme le charbon, ce qui est aujourd'hui en cours dans la plupart des pays industrialisés depuis la guerre en Ukraine ».*

"Le débat sur les « pertes et dommages » ne peut pas être dissocié d'un autre débat, celui du modèle de développement de demain"



# COP27

---

## SHARM EL-SHEIKH EGYPT 2022

Nombre de pays africains présents à la COP 27 y présentent une feuille de route vers le Net Zero qui suppose néanmoins un passage par la case « Gaz » pour nombre d'entre eux, afin de financer le développement d'infrastructures modernes et d'un secteur secondaire solide, pourvoyeur d'emplois pérennes. Et la question est légitime : « L'Afrique doit-elle renoncer à développer ses ressources gazières pour financer son développement, alors que les pays développés l'ont fait pendant des décennies ? Et si oui, quelles alternatives crédibles et justes ? ». Un sujet majeur à l'heure où le défi de l'électrification, entre autres, est clé mais aussi celui de la souveraineté énergétique et économique de nombre de pays à l'aulne des bouleversements géopolitiques mondiaux. .

De là, on ne peut s'empêcher de penser à Total Energies et aux mots de son PDG concernant son mégaprojet en Ouganda : « Si ce n'est pas Total Energies qui développe ce projet, alors les Chinois le feront ». Peut-être. Mais là n'est pas le sujet. Le vrai changement consiste à repenser totalement, dans les pays en développement, le partenariat public-privé tel que conçu - ou imposé - jusqu'à présent par les multinationales. L'une des étapes vers la transition énergétique consisterait justement à repenser les termes de l'échange et à y intégrer les « pertes et dommages » dus par les groupes énergétiques qui opèrent dans ses pays.